

## Sujet type d'examen 7

### Dossier 1

**1. Analysez l'évolution du commerce mondial et du PIB entre 2018 et 2025 en mettant en évidence les principales ruptures et écarts observés à partir du document 1.**

#### Constat

Le document 1 met en évidence une évolution contrastée entre le commerce mondial et le PIB mondial entre 2018 et 2025.

Avant la crise sanitaire, le commerce international progresse à un rythme relativement soutenu grâce à la mondialisation des échanges et à l'intégration des chaînes de valeur mondiales.

Une rupture importante apparaît en 2020 avec la crise sanitaire mondiale. Les confinements, les perturbations logistiques et le ralentissement de l'activité économique provoquent une forte baisse du commerce mondial ainsi qu'un recul du PIB mondial. Le commerce international est particulièrement touché en raison de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et de la contraction de la demande mondiale.

À partir de 2021, une reprise importante est observée. Le commerce mondial rebondit fortement grâce à la reprise économique, au redémarrage de la consommation et aux politiques de soutien mises en œuvre par les États. Cependant, cette reprise reste marquée par des fragilités : tensions sur les matières premières, hausse des coûts du transport maritime, inflation et tensions géopolitiques.

Le document montre aussi que le commerce mondial progresse souvent plus vite que le PIB mondial, ce qui montre une forte interaction entre la croissance économique et les échanges internationaux.

Sur la période récente, le ralentissement du commerce mondial traduit les effets des tensions protectionnistes, de la fragmentation géopolitique et du retour des politiques de souveraineté économique.

#### Analyse

Cette évolution illustre la forte interdépendance entre commerce international et croissance économique mondiale, ainsi que la vulnérabilité du système commercial face aux chocs exogènes.

Le commerce mondial progresse généralement plus vite que le PIB mondial. Cela s'explique notamment par le développement des chaînes de valeur mondiales : un produit est fabriqué dans plusieurs pays et chaque étape entraîne des échanges internationaux. Un même bien peut donc traverser plusieurs frontières avant d'être vendu, ce qui augmente fortement les flux commerciaux.

Le choc de 2020 révèle la fragilité des chaînes de valeur mondiale (CVM) : La crise sanitaire a provoqué un choc simultané d'offre et de demande. Côté offre : fermeture d'usines, blocage

# CORRIGÉ

des ports, ruptures d'approvisionnement en composants critiques (semi-conducteurs). Côté demande : chute de la consommation, reports d'investissements, incertitude généralisée. Cette double contrainte a amplifié la contraction du commerce mondial au-delà de celle du PIB.

La reprise rapide de 2021 s'explique par les politiques keynésiennes de relance (plans de soutien budgétaire, politiques monétaires accommodantes) et le rattrapage de la demande (épargne accumulée pendant les confinements). Toutefois, cette reprise brutale a créé des tensions sur les capacités (pénurie de conteneurs, engorgement des ports, hausse des coûts logistiques).

Le ralentissement récent (2023-2025) traduit la recomposition de la mondialisation : montée du protectionnisme (guerre commerciale sino-américaine), stratégies de friend-shoring (relocalisation vers des pays alliés), reshoring (rapatriement de productions stratégiques), et découplage partiel entre blocs géopolitiques (Chine vs Occident).

Cette évolution marque le passage d'une hypermondialisation (1990-2010) caractérisée par l'optimisation des coûts à l'échelle mondiale, vers une mondialisation fragmentée privilégiant la sécurité des approvisionnements et la résilience sur l'efficacité pure.

## 2. Caractérissez l'évolution récente du commerce international.

### Constat

Les évolutions récentes du commerce international traduisent une remise en cause progressive du libre-échange et du multilatéralisme commercial.

Le document 2 montre que les États-Unis ont fortement augmenté les droits de douane sur les produits chinois à partir de 2018, déclenchant une guerre commerciale contraire aux principes du libre-échange., et les États privilégient désormais les accords régionaux au détriment du multilatéralisme.

Le document 3 montre que les préoccupations environnementales modifient les politiques commerciales. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) mis en place par l'Union européenne impose un coût carbone sur certaines importations afin de protéger les producteurs européens soumis à des normes environnementales strictes. Même si ce dispositif vise à lutter contre les "fuites de carbone", certains pays y voient une forme de protectionnisme climatique.

Le document 4 souligne l'affaiblissement du multilatéralisme commercial incarné par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le blocage de son Organe d'appel depuis 2019 réduit sa capacité à faire respecter les règles commerciales internationales. Les États privilégient de plus en plus des accords régionaux ou bilatéraux au détriment des accords multilatéraux.

### Analyse

La guerre commerciale sino-américaine s'oppose à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo : selon cette théorie, chaque pays doit se spécialiser dans la production où son avantage comparatif est le plus important, le libre-échange bénéficiant à tous. Mais les États-Unis jugent désormais que cette logique a compromis leur sécurité économique et cherchent à ralentir l'ascension technologique chinoise (semi-conducteurs, IA). Cela illustre le protectionnisme stratégique : selon Krugman (1984), dans les secteurs à fortes économies d'échelle (haute technologie, aéronautique), les États ont intérêt à subventionner l'industrie nationale pour faire face à la concurrence en situation d'oligopole. Le gain ne provient plus du

libre-échange mais du protectionnisme.

Le MACF européen taxe les importations selon leur contenu carbone pour protéger les producteurs européens soumis à des normes strictes. Selon le protectionnisme éducatif de List, une protection temporaire peut se justifier pour permettre l'émergence de nouvelles industries (ici, industries vertes). Mais les pays en développement y voient du protectionnisme déguisé.

La crise de l'OMC affaiblit le multilatéralisme commercial et ses principes (nation la plus favorisée, traitement national, réduction des droits de douane). Les États privilégient la régionalisation des échanges (CPTPP, RCEP, USMCA), créant des blocs commerciaux rivaux au détriment des règles multilatérales. Les échanges sont désormais davantage influencés par les rivalités géopolitiques et les stratégies de souveraineté que par la logique d'efficacité du libre-échange.

### 3. Analysez les enjeux des politiques d'attractivité et de compétitivité mises en œuvre par les États.

Les politiques d'attractivité et de compétitivité mises en œuvre par les États visent à renforcer la croissance économique, attirer les investissements et préserver l'emploi dans un contexte de concurrence internationale accrue.

Les politiques d'attractivité consistent à rendre un territoire plus attractif pour les entreprises et les investisseurs étrangers. Les États peuvent agir à travers : fiscalité avantageuse, infrastructures performantes, aides publiques, main-d'œuvre qualifiée, environnement réglementaire favorable. L'objectif est d'attirer des investissements directs étrangers (IDE), créateurs d'emplois et d'activité économique.

#### Constat

Le document 5 montre que plusieurs États développent des stratégies de sécurisation des approvisionnements en terres rares pour réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine. Ces politiques traduisent une volonté de renforcer la souveraineté économique et la maîtrise des chaînes d'approvisionnement stratégiques.

Cependant, ces politiques présentent certaines limites. La concurrence fiscale ou les subventions publiques peuvent entraîner des tensions commerciales entre États. Certaines politiques industrielles peuvent être perçues comme du protectionnisme déguisé.

#### Analyse

Les IDE permettent aux pays développés, via la DIPP, de se recentrer sur les activités à forte valeur ajoutée, et aux pays émergents d'accéder aux transferts de technologie pour remonter la chaîne de valeur. Les politiques de compétitivité combinent compétitivité-prix (baisse des coûts) et compétitivité hors-prix (qualité, innovation).

La sécurisation des approvisionnements stratégiques (terres rares, semi-conducteurs) illustre un arbitrage entre efficacité économique (minimiser les coûts selon les avantages comparatifs)

# CORRIGÉ

et résilience (sécuriser les chaînes). Les stratégies de *reshoring* et *friend-shoring* acceptent des coûts plus élevés pour réduire la dépendance géopolitique, traduisant la recomposition des CVM.

Les dispositifs européens (PIIEC, Horizon Europe) illustrent le protectionnisme stratégique (Krugman) : subventionner les industries nationales dans les secteurs à économies d'échelle (batteries, microélectronique, hydrogène) pour rattraper le retard face à la Chine et aux États-Unis.

Toutefois, ces politiques présentent des limites : guerres de subventions (IRA américain vs Green Deal européen), risque de protectionnisme de rétorsion, fragmentation réduisant les gains de spécialisation, et conflits avec les principes du multilatéralisme de l'OMC. On passe ainsi d'une mondialisation libérale optimisée (libre-échange, avantages comparatifs) à une mondialisation fragmentée où souveraineté et résilience priment sur l'efficacité économique pure.

## Dossier 2

### La fragmentation des chaînes de valeur mondiales signe-t-elle la fin de la mondialisation ?

Il est attendu en réponse à cette question une argumentation structurée s'appuyant sur le contexte, vos compétences et sur vos connaissances (théoriques et factuelles).

#### INTRODUCTION

Depuis les années 1980, la mondialisation s'est traduite par un éclatement géographique de la production : les firmes multinationales ont fragmenté leurs processus productifs à l'échelle planétaire, donnant naissance aux chaînes de valeur mondiales (CVM). Poussées conjointement par la libéralisation des marchés, la baisse des droits de douane, la dérégulation financière et la montée en puissance des accords multilatéraux (encore du GATT jusqu'en 1995 avec l'Organisation Mondiale du Commerce). Les entreprises cherchent à gagner en compétitivité à chaque étape de leur production. Ainsi, aujourd'hui Apple conçoit en Californie, fabrique à Taïwan et en Chine, assemble en Inde pour vendre majoritairement sur les continents américains et en Europe pour que chaque maillon de la chaîne soit localisé là où il est le plus compétitif. Pourtant, depuis la crise financière de 2008, et plus encore avec la pandémie de Covid-19 (2020), la guerre commerciale sino-américaine et le conflit en Ukraine (2022), un mouvement de refragmentation ou de *reshoring* (relocalisation/rapprochement) semble se dessiner. Les ruptures d'approvisionnement, les tensions géopolitiques et la montée des nationalismes économiques (protectionnismes) remettent en cause la logique de l'hyperspécialisation mondiale.

On parle de mondialisation pour évoquer le processus d'intégration croissante des économies mondiales par la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes à l'échelle planétaire. La fragmentation des chaînes de valeur induit le morcellement des étapes de production.

On peut se demander si **la fragmentation des chaînes de valeur mondiales annonce-t-elle véritablement la fin de la mondialisation, ou s'agit-il d'une simple recomposition de ses formes ?**

Pour répondre à cette question, nous aborderons dans un premier temps, (le I selon la proposition du plan...) pour ensuite analyser/développer (le II selon le plan choisi).

#### Proposition de plan n°1

##### **AXE I. La fragmentation des CVM témoigne d'un réel recul de la mondialisation**

- Multiplication des barrières commerciales et protectionnisme (Trump, droits de douane)
- Raccourcissement des chaînes d'approvisionnement (*nearshoring, reshoring*)
- Remise en cause du libre-échange : retour des politiques industrielles nationales (IRA américain, souveraineté européenne)
- Remise en cause du multilatéralisme prôné par les règles de l'OMC

##### **AXE II. Cependant, la mondialisation se reconfigure plutôt qu'elle ne disparaît**

- Les échanges mondiaux restent structurellement élevés malgré les tensions (croissance

du commerce mondial)

- Émergence de nouvelles CVM régionalisées (blocs Asie, Europe, Amériques)
- La numérisation et les services compensent le recul du commerce de biens
- Le concept de *friendshoring* (délocalisation vers des pays alliés) et/ou des pays proches (*nearshoring*)

## Proposition de plan n°2

### I. Une prise de conscience des dangers de l'hyper spécialisation des territoires...

- Chocs exogènes : Covid-19, guerre en Ukraine, tensions sino-américaines
- Montée des risques géopolitiques et cyber
- Mesures protectionnistes

### II. ... qui reconfigure l'économie mondiale

- Politiques de relocalisation industrielle (semi-conducteurs, pharmacie, énergie)
- Régionalisation des échanges et réduction des distances d'approvisionnement
- Creusement des inégalités Nord/Sud si les pays du Sud viennent à être exclus des nouvelles CVM
- Nouveaux équilibres commerciaux et recomposition de la division internationale du travail

## Proposition de plan n°3

### I. Une remise en cause économique de la logique des CVM

- L'efficacité pure sacrifiée au profit de la résilience (ou de l'adaptation)
- Le retour en grâce du concept d'autonomie stratégique (notion de souveraineté économique)
- Arbitrage coût/risque repensé par les firmes multinationales

### II. Le rôle des institutions et des FMN face à la recomposition des échanges

- Affaiblissement de l'OMC et montée du bilatéralisme
- Réponses des organisations régionales (UE, ASEAN, MERCOSUR)
- Vers une gouvernance mondiale renouvelée ou fragmentée ?

Des choix stratégiques pour les FMN sous contraintes (IDE).